

**LDCs/SIDS BENEFICIARY DELEGATES AND FELLOWS
SUPPORTED BY THE TRUST FUND AT THE 57th SESSION
OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL (HRC57)
(9 September – 11 October 2024)**

Delegates programme at HRC57: 9 September – 11 October 2024

1	Bahamas	Ms. GRAHAM Latoya Sharona
2	Bangladesh	Mr. BIJOY Surov Das Gupta
3	Benin	Mr. HOUNKPONOU Roméo
4	Burundi	Ms. KATIHABWA Constance
5	Comoros	Mr. YOUSOUF Ismael Mmadi
6	Guinea	Mr. KAMANO Robert II
7	Guinea Bissau	Ms. CAMARA Aua
8	Jamaica	Ms. THOMPSON Shelly - Ann Janelle
9	Lao People's Democratic Republic	Mr. PHICHIT Soulasack
10	Maldives	Ms. AMINATH SHADHA IBRAHIM
11	Marshall Islands	Ms. LAUKON Danity
12	Somalia	Mr. MOHAMED ABDI ALI Seynab Mohamed Omar
13	South Sudan	Mr. AYIEI Ayiei Charles Atem
14	Tuvalu	Ms. NIKO Galivaka Tekafa
15	Vanuatu	Ms. MAGMUI Maeva



Bahamas

Latoya Graham

Foreign Service Officer, Ministry of Foreign Affairs



Ms. Latoya Graham is a career Diplomat within the Ministry of Foreign Affairs of the Commonwealth of The Bahamas since 2013. She has worked in a number of departments within the Ministry such as: the Protocol Division, Passport Office, Foreign Service Training Division, International Relations Division, Consular Division and the Economic, Trade and Sustainable Development Division.

Currently assigned to the Bureau of Human Rights and Human Security, her responsibilities include: Focal Point for Human Rights - Coordination, in conjunction with subject Ministries of reports mandated by International Organizations/Treaties, in particular the Office of the Attorney General, the Ministry National Security and the Ministry of Immigration and National Insurance; Focal Point for visits by Special procedure mandate holders [Working Group on Arbitrary Detention (27 November - 8 December 2023), Independent Expert on Foreign Debt, other Financial Obligations and Human Rights (21 to 31 August 2023)]; Focal Point on the coordination of treaty reporting in collaboration with the Office of the Director General; Human Security and Global Health - Coordination, in conjunction with subject Ministries of reports mandated by international organizations/treaties, in particular the Office of the Attorney General, the Ministry National Security and the Ministry of Health and Wellness; and Gender Mainstreaming – Coordinating and integrating a Gender equality perspective at all stages and levels of policies, programmes and projects in conjunction with the Ministry of Social Services, Information and Broadcasting.

Ms. Gramma is also a member of the The Bahamas' National Reporting Cooperation Mechanism (NRCM) on behalf of the Ministry of Foreign Affairs.

She holds a Bachelor's Degree in Business and Hospitality Operations Management from Niagara College in Canada.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and her first time in Geneva.

Bangladesh

Sourov Das Gupta Bijoy

Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs



Mr. Sourov Das Gupta Bijoy is a career diplomat from Bangladesh. Since joining the Foreign Service in 2021, he has earned recognition for his outstanding performance, including the Excellence and Merit Medal from the Bangladesh Public Administration Training Centre (BPATC) and the Rector's Honor of Merit (Gold Medal) from the Foreign Service Academy. Mr. Bijoy has undergone extensive training in areas such as International Humanitarian Law, Climate Negotiation, and Multilateral Diplomacy. His career includes significant contributions to humanitarian aid efforts, particularly for Rohingya Muslims fleeing Myanmar. He has been actively involved in advocating for human rights, migrant worker protections, and women's rights, playing a crucial role in the Human Rights Council's resolutions on these issues.

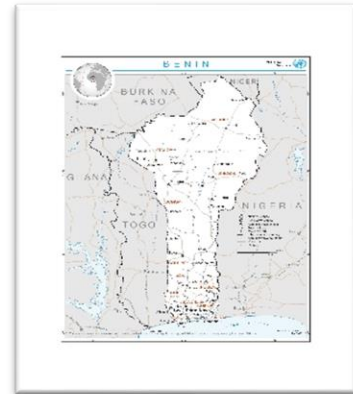
In his diplomatic roles, Mr. Bijoy has managed humanitarian assistance from Japan, South Korea, and Australia, and addressed labour issues with key partners like China, Japan, and Australia. He is passionate about advancing justice and dignity through international collaboration and the implementation of UPR recommendations to protect human rights in Bangladesh. Currently, Mr. Bijoy serves as the Desk Officer in the Policy & Organization Section, where he oversees manpower appointments, promotions, and administrative regulations, contributing to the effective management of Bangladesh's global diplomatic presence. He holds a Bachelor of Science in Electrical and Electronic Engineering from Bangladesh University of Engineering and Technology (BUET).

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council and also his first time in Geneva.

Benin

Romeo Romain Hounkpounou Seminou

Directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères.



Juriste et Diplomate de carrière, M. Seminnou Roméo Romain Hounkponou est Directeur des Affaires juridiques du Ministère des Affaires étrangères de la République du Bénin. Avant cette position, il a, entre autres, occupé les postes de Directeur de l'Afrique et du Moyen-Orient, de Conseiller politique auprès de l'Ambassade du Bénin à Paris, d'Assistant du Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ou de Chef du service des Traités.

Il est également le Directeur du Mécanisme national d'alerte précoce et de réponses aux risques de la CEDEAO et coordonne à ce titre la collecte en temps utile des informations pertinentes sur les menaces à la sécurité humaine (sécurité, criminalité, santé, environnement, etc.) afin d'alerter le Gouvernement sur la nature et l'ampleur desdites menaces et de suggérer des approches de solutions.

En sa qualité de Directeur des Affaires juridiques, M. Hounkponou supervise l'élaboration et la revue qualité des rapports initiaux et périodiques sur les engagements pris au titre des conventions internationales et régionales ratifiées par le Bénin en matière de droits de l'homme. Il est aussi membre de plusieurs comités/Commissions nationaux en charge de suivi de la mise en œuvre de divers instruments juridiques internationaux.

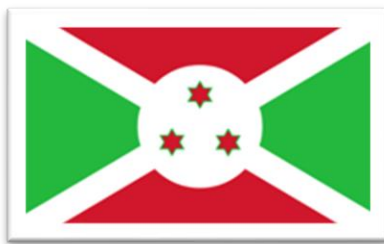
M. Hounkponou est titulaire d'un Master 2 en Diplomatie et Relations Internationales (Ecole nationale d'Administration et de Magistrature), d'une maîtrise en droit des Affaires et carrières judiciaires de l'Université d'Abomey-Calavi, d'un Master 2 en Sciences Politiques-Relations Internationales, Sécurité et Défense de l'Université de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et d'un diplôme de troisième cycle en droit international nucléaire de l'Université de Montpellier 1.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme et il s'agit également de sa première visite à Genève.

Burundi

Constance Katihabwa

Conseillère experte à la direction générale de la promotion de la femme et de l'Egalité du Genre, Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre



Conseillère experte à la Direction Générale de la Promotion de la Femme et de l'Égalité du Genre au Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Mme. Constance Katihabwa a rejoint le Ministère en 2019 après avoir terminé le stage professionnel à l'UNICEF Burundi dans la section protection de l'enfance. Elle est affectée à la direction générale de la promotion de la femme et de l'Égalité du genre en qualité du conseiller juridique chargée de : donner des avis juridiques sur les dossiers de promotion des droits de la femme ; planifier les activités de promotion des droits de la femme ; donner des avis et considération sur la mise en œuvre des traités et conventions en rapport avec la promotion des droits de la femme ; et faire le suivi-évaluation des activités des acteurs partenaire du Ministère sur la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

En tant que juriste de formation, Mme. Katihabwa est passionnée par la promotion et la protection des droits humains et de l'Égalité du Genre. A travers l'Association LIVE TOGETHER AS FAMILY qu'elle a fondée , elle plaide pour la promotion et protection des droits des personnes atteintes d'albinisme et ceux à catégorie défavorisée. Elle intervient également dans la promotion de la femme et de la fille et la lutte contre les violences faites aux femmes via le Forum National des Femmes dont elle est membre depuis mars 2022.

Mme. Katihabwa est aussi membre du comité consultatif des jeunes de l'AMBASSADE DES PAYS-BAS au Burundi ainsi que celui du comité consultatif des jeunes du FNUAP au Burundi où elle a été sélectionnée pour représenter les jeunes burundais, surtout ceux à catégorie marginalisée, avec comme rôle de donner des conseils pour qu'il y ait l'inclusion effective de la jeunesse burundaise dans les programmes et projets financés par l'Ambassade et Le FNUAP.

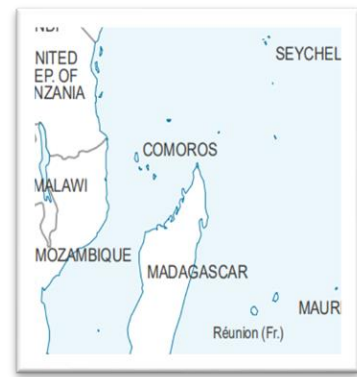
Mme. Katihabwa est titulaire d'un Diplôme de Baccalauréat en Droit à l'Université Lumière de Bujumbura

Elle participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, et elle s'agit également de sa première visite à Genève.

Comoros

Ismael Mmadi Youssouf

Délégué aux Droits de l'Homme, Ministère de la Justice



Nommé Conseiller en Communication du Président de l'Assemblée de l'Union des Comores entre 2012 – 2019, M. Ismael Mmadi Youssouf a mis en place un journal parlementaire intitulé « Wakala » qui a été le fer de lance sur la promotion de la diplomatie parlementaire et les lois votées au sein de l'institution. Entre outre, en partenariat avec l'ORTC (Office de Radio et Télévision des Comores) une émission « Mkomori Djuwa Ye Sharia » a été mise en place. Cette émission consistait à rapprocher le parlementaire au citoyen en diffusant et en débâtant sur les lois promulguées par le Chef de l'Etat.

En juillet de 2019, il est promu Conseiller économique du ministre de l'Economie, du Tourisme et l'Investissement. Et en décembre 2024, il est nommé Délégué aux Droits de l'Homme par le Chef de l'Etat. M. Youssouf particulièrement intéressé par les questions de droits de l'Homme, du droit international humanitaire.

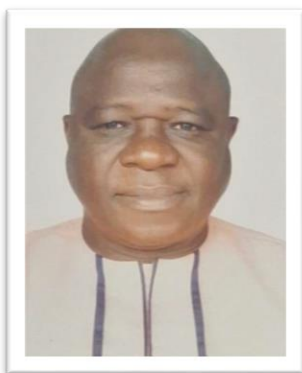
Il est titulaire l'un Licence option Marketing International à l'International Business Institut (IBI) à Casablanca au Maroc en 2005.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme.

Guinea

Robert II Kamano

Directeur national adjoint des droits de l'homme, Ministère de la Justice et des droits de l'homme .



Chef de division promotion des droits de l'homme en 2016, à la Direction nationale des droits de l'homme du ministère de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, M. Robert Il Kamano a assuré la vulgarisation des conventions et traités ratifiés par la Guinée en matière des droits de l'homme et de l'éducation des citoyens sur les questions des droits de l'homme. Il a également contribué au processus d'élaboration de la lettre de politique nationale de promotion et de protection des droits de l'homme en 2019.

Nommé en 2021, Directeur national adjoint, M. Kamano a contribué énormément à la Création du Mécanisme National de Rapportage et de Suivi des recommandations en matière des droits de l'homme (MNRS). A travers ce mécanisme, il a aidé à organiser le processus d'élaboration des rapports en retard et le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU 2020. Depuis 2023, M. Kamano codirige les processus d'élaboration des rapports de l'EPU 2025, de la convention contre la torture et des droits civils et politiques. En sa qualité de Directeur national adjoint, il a participé en septembre 2023 à Abuja à la réunion sous-régionale des pays de la CEDEAO, sur la mise en œuvre du droit international humanitaire en Afrique de l'Ouest.

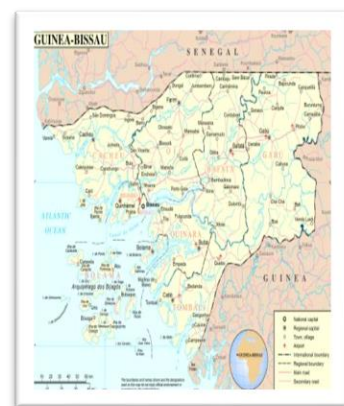
Juriste de formation, M. Robert Il Kamano est titulaire d'une maîtrise en droit privé en 1998 de l'Université Gamal Abdel NASSER de Conakry. Il est aussi titulaire d'une maîtrise en Développement communautaire en 2010, de l'Institut supérieur de formation à distance et d'un Master 2 professionnel en sciences de l'Education en 2015 de l'Institut supérieur des sciences de l'Education de Guinée.

Il participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme et il s'agit également de sa première visite à Genève.

Guinea Bissau

Aua Camará

Directrice de service des études et Relations Internationales, Ministère de la Justice et Droit de l'homme



Mme. Aua Camará est Directrice de service des études et Relations Internationales, Ministère de la Justice et Droit de l'homme. Elle a aussi occupé les postes suivants: Cheffe de la division de Formation et développement en 2018 ; Directrice du Service de la gestion des

ressources humaines des tribunaux en 2020 ; Directrice du Service des études et des relations internationales en 2023.

Mme. Camará a aussit été: Assistante de l'unité d'appui à la mise en œuvre de la réforme de la justice, soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement PNUD et Point focal pour l'articulation avec les partenaires de développement dans le secteur de la justice en 2023 ; Membre de la Ligue guinéenne des droits de l'homme ; Point focal pour les droits de l'homme au sein de la Communauté des pays de langue portugaise – CPLP en 2023; Membre de la Commission multisectorielle pour l'élaboration des rapports national sur les droits de l'homme.

Mme. Camará est diplômée en Management des Entreprises et d'un Master en Management de la Qualité et des Projets Innovants à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest (UCAO) - République du Sénégal.

Elle participe pour la première fois à une session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, et elle s'agit également de sa première visite à Genève.

Jamaica

Shelly-Ann J. Thompson

Assistant Attorney-General, Attorney-General's Chambers



Shelly-Ann Thompson is an Assistant-Attorney-General in the International Affairs Division of the Attorney-General's Chambers, Jamaica. Prior to her current post, Ms. Thompson's professional pursuits included working as a Project Research Assistant at the Caribbean Court of Justice, as well as working at the private Bar in both criminal and civil litigation. Currently however, she is routinely engaged in providing advice to the Government of Jamaica on a plethora of international law issues. Her professional interests include international human rights law, international environmental law, international cyber security, and anti-corruption issues.

Ms. Thompson was called to the Jamaican Bar in 2016, having successfully completed her Bachelor of Laws Degree (LL.B.), with honours, at the University of Technology, Jamaica, and her Certificate of Legal Education at the Norman Manley Law School. In May 2022, she completed her master's degree at the University of the West Indies, Mona where she graduated at the top of her class with a distinction in Public Law. Notably, her academic pathway focused on international law courses such as Advanced International Human Rights Law, Advanced International Public

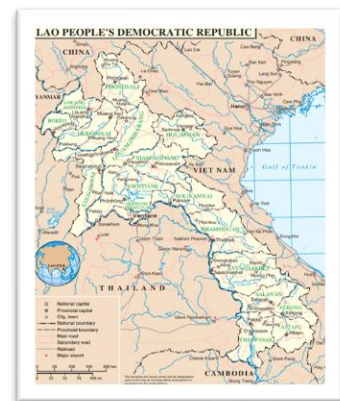
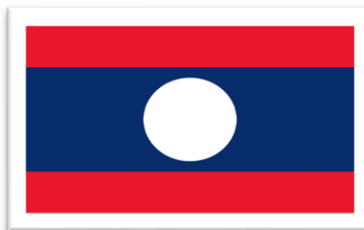
Law and Advanced International Trade Law. In May 2023, she was awarded a fellowship to participate in the United Nations Regional Course in International Law held in Santiago, Chile, while in July 2024, she was one of twenty-seven (27) participants selected to participate in the 58th Session of the International Law Seminar, held in Geneva, Switzerland.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council.

Lao People's Democratic Republic

Soulasack Phichit

Officer of the Division of Human Rights and International Humanitarian Law, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs



Mr. Soulasack Phichit is a human rights officer of the Division of Human Rights and International Humanitarian Law, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs. Since joining the Division in 2015, he has been responsible for looking after the implementation of some of the UN human rights conventions to which the Lao PDR is a party, including ICCPR and CAT, to undertake awareness-raising of the content of these conventions for the human rights focal points at central and local levels, and to hold comprehensive consultations on the reporting process. Furthermore, he also deals with the implementation of the UPR recommendations, which the Lao PDR supported.

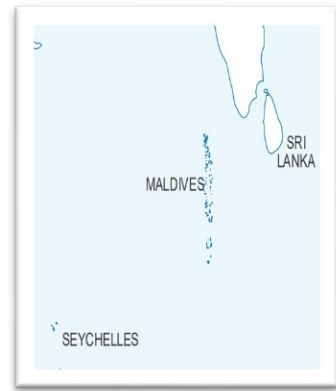
Mr. Phichit holds a master's degree in law (LL. M.) from Kobe University in Japan and a bachelor's degree in administrative law (LL. B.) from the National University of Laos in the Lao PDR.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council and also his first time in Geneva.

Maldives

Aminath Shadha Ibrahim

Desk Officer, Ministry of Foreign Affairs of Maldives



Ms. Aminath Shadha Ibrahim began her career at the Ministry of Foreign Affairs of Maldives in May 2022, starting as a Deputy Desk Officer at the Foreign Service Institute of Maldives (FOSIM). In this role, she was instrumental in planning and executing various training and development programs for Foreign Service Officers, as well as organizing training sessions for staff from other Ministries. In January 2024, she transitioned to the Executive Office of the Minister (EOM) as a Desk Officer. Her diverse experience across different departments within the Ministry has provided her with valuable insights and a deep understanding of the Ministry's operations. Her commitment to the service and ability to adapt to various roles have been key to her professional growth.

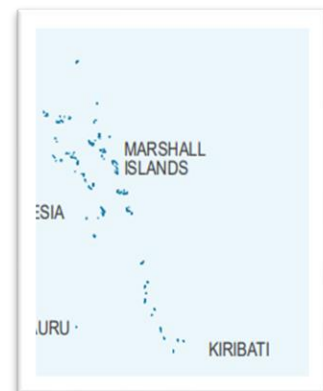
Ms. Ibrahim holds a Bachelor of Arts in International Relations from the Asia Pacific University in Malaysia. Her academic background, combined with her practical experience, has equipped her with the skills necessary to navigate the complexities of international relations and diplomacy.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and also her first time in Geneva.

Marshall Islands

Danity Laukon

Language Curriculum Specialist, Public School System under the Ministry of Education, Sports and Training



Ms. Danity Laukon is a Language Curriculum Specialist in the Primary Curriculum and Instruction Division for the Public School System under the Ministry of Education, Sports, and Training. She is responsible for the development of the national language curriculum, as well as providing assistance in coordination of educational programmes that reflect Marshall Islands' nuclear history and ongoing challenges. One school programme, the Social Citizenship Education Program, focuses on human rights, gender equality, and preventing violence against women and girls.

Ms. Laukon is passionate about advocating for nuclear justice and sees education as a means to address the nuclear legacy in the Marshall Islands. Her advocacy efforts include attending the meetings of state parties on the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW), as a CSO Pacific youth delegate, and engaging in discussion on the implementation of article 6 and 7 on victim's assistance and environmental remediation.

Ms. Laukon holds a Master's degree in Sociology from the University of the South Pacific in Fiji and a Bachelor's degree in Elementary Education from Saint Martin's University in the State of Washington.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and also her first time in Geneva.

Somalia

Mohamed Abdi Ali

Head Section of Child rights, Ministry of Family and Human rights development Federal Government of Somalia



Mr. Mohamed Abdi Ali is the Head of the Child Rights department within the Ministry of Family and Human Rights Development, with mission is to champion the rights and well-being of children in Somalia, he leads a team that works tirelessly to create a nurturing environment where children can flourish. He is a seasoned human rights advocate with a profound specialization in Child Rights and Child Protection. With a proven track record of capacity development, Mohamed has significantly strengthened government institutions and civil society organizations in Somalia to effectively protect and promote children's rights.

As a vocal champion for children, Mohamed has been instrumental in driving policy reforms and advocating for the implementation of the Convention on the Rights of the Child (CRC) recommendations. His expertise is further demonstrated through his representation of Somalia at the United Nations, where he has defended the country's commitments to international human rights conventions.

Mr. Abdi Ali holds advanced degrees in law and human rights from University for peace Somalia Branch, and brings a strong academic foundation to his work. His extensive engagement with diverse stakeholders within Somalia, as well as at the regional level through IGAD and the AU, underscores his ability to build partnerships and drive positive change.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council .

South Sudan

Ayiei Charles Atem

Career Diplomat, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation



Mr. Ayiei Charles Atem is a Career Diplomat, who joined the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of South Sudan in 2020, in the Bilateral Relations in Department of Asia and Oceania and thereafter, transferred to Multilateral Relations, Department of International Organizations and thereafter to the Department of Human Rights, Gender and Child Welfare within the Ministry where he still serves to-date. His primary duties are monitoring human rights violations, investigating complaints, providing support and assistance to the victims and as well as coordinating between the line Government Ministries, international Human Rights bodies and diplomatic community with regards to Human Rights issues within the Republic of South Sudan. He participated in 2nd National Conference on protection of Children against Recruitment and use of Children in South Sudan and the preparation of 3rd Conference which will take place in September, 2024 as well as South Sudan assessment of Universal Periodic Review (UPR).

Mr. Atem is a graduate of Master of International Communication, majoring in imaging Studies at Communication University of China class of 2018, a former employee of Dr John Garang Memorial University of Science Technology as a Media and Communication Office in

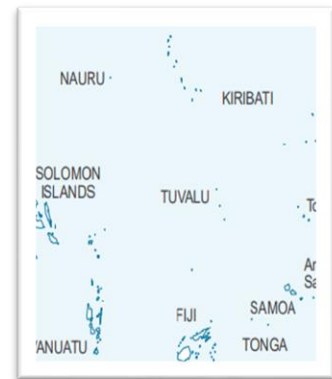
2015-2019 and Lectured at Starford International University- College, Department of Mass Communication 2020-2021.

This is his first time attending a regular session of the Human Rights Council. and also his first time in Geneva.

Tuvalu

Galivaka T Niko

United Nation Senior Advisor, Ministry of foreign affairs



Ms. Galivaka T. Niko is a dedicated Senior Advisor for the United Nations Division within the Department of Foreign Affairs of Tuvalu. Ms. Niko has a nine-year tenure as the Acting Director for Local Government, where she witnessed firsthand the discrimination faced by women in the community. This experience kindled her passion for Human Rights and Gender Equality, motivating them to pursue a career in Foreign Affairs.

In her current role, Ms. Niko is deeply committed to advancing Tuvalu's engagement with international treaties and conventions that address gender discrimination and promote equality. Through her work, she strives to bring about meaningful changes in societal attitudes towards women, ensuring that communities evolve to recognize and respect the essential roles women play. Her efforts are focused on creating a more inclusive and equitable society, both within Tuvalu and on the global stage.

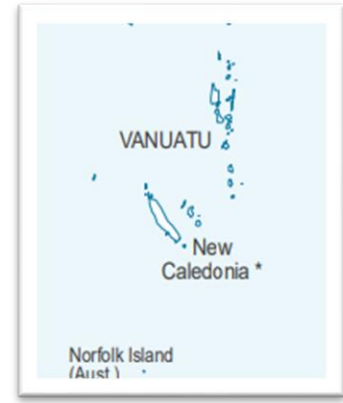
Ms. Niko holds a Master of Sustainable Development from Macquarie University, Australia, and a Bachelor's degree from Brigham Young University-Hawaii.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council and also her first time in Geneva.

Vanuatu

Maeva Magmui

Principal Policy Analyst, Governance & Leadership, Prime Minister's Office



Ms. Maeva Magmui is the Principal Policy Analyst for Governance & Leadership within the “Department of Strategic Policy and Planning and Aid Coordination” at the Prime Minister’s Office in Vanuatu. Her responsibility amongst others, entails overseeing the Ministry of Justice and Community Services, ensuring their policies are aligned with the Ministry’s mandates, as well as to the Vanuatu’s strategic National Development Plan of 2016 to 2030. She also looks after other constitutional bodies, and currently acts as the Principal Policy Analyst for the Education and Sports & Youth Development sectors. She was appointed as the Vice Chairlady of the National Human Rights Committee of Vanuatu in 2023 with a tenure of 3 years, and currently the Chairlady of the National Integrity and Anti-Corruption Committee with similar terms. She is involved in sectoral efforts and initiatives to implement our commitments and obligations to international conventions around the respective thematic areas of Human Rights but adhering to the Constitution of Vanuatu as a sovereign nation.

Ms. Magmui was part of Vanuatu’s Minister of Justice’s delegation that came to Geneva to present Vanuatu’s Universal Periodic Review Report in April of 2024.

Before coming into the Public Sector in 2021, Ms. Magmui used to work in the Banking industry for 10 years in the Collections and Asset Recovery space. She holds a Master’s degree in Public Management & Administration, and International Business from Massey University in New Zealand.

This is her first time attending a regular session of the Human Rights Council.
